Table des matières

Préface 7

Biographie 9

Bibliographie 19

Mandat *ad litem* de l'avocat et capacité à agir des personnes morales de droit privé au contentieux d'annulation devant le Conseil d'État 33
Robert Andersen

Section 1. *Avant la réforme législative* 34

Section 2. *Après la réforme législative* 35

Réglementer les *stablecoins* : MiCA, vers un « *Happy Ending* » ? 49
Pauline Bégasse de Dhaem

Section 1. *Qu'est-ce qu'un* stablecoin *?* 51
§1. Notion 51
§2. Environnement des stablecoins et modèle d'affaires 52
§3. Utilisation des stablecoins 53

Section 2. *La réglementation des* stablecoins 54
§1. Union européenne : MiCA 54
§2. États-Unis : le GENIUS Act 55
§3. Comparaison de quatre éléments clés entre ces réglementations 56
A. Les réserves 57
a. *La qualité et la liquidité des actifs de réserve* 57
b. *La conservation des réserves d'actifs et la protection des détenteurs* 58
B. Les conditions du remboursement 59
C. Les intérêts 60
D. Régime pour les émetteurs étrangers 61
E. Tableau résumé 62

Section 3. *Implications de ces différences* 63

Section 4. *Conclusions : MiCA, vers un «* Happy Ending *» ?* 66

Hommage à Philippe 69
Alexia BERTRAND

Les frais et dépens d'une action en exclusion ou en retrait judiciaire 73
Philippe BOSSARD

Section 1. *Introduction* 73

Section 2. *La charge des dépens* 74
§1. Règles générales 74
§2. La condamnation aux dépens dans la jurisprudence en matière d'exclusion et de retrait judiciaires 78
A. La condamnation du défendeur aux dépens en cas de justes motifs non fautifs 78
B. La condamnation de la société aux dépens 79
§3. La compensation des dépens – Un outil permettant au juge de statuer en équité 80

Section 3. *Le calcul de l'indemnité de procédure* 84
§1. Règles générales 84
§2. L'indemnité de procédure dans la jurisprudence en matière d'exclusion et de retrait judiciaires 87
§3. La faculté ouverte au juge d'adapter l'indemnité de procédure en équité 89

La nouvelle responsabilité pénale du juriste d'entreprise 93
Jean-Pierre BUYLE et Lara DEGEEST

Section 1. *Introduction* 93

Section 2. *Les conditions du cumul entre la responsabilité pénale de la personne morale et celle du juriste d'entreprise* 95
§1. Les principes relatifs à la responsabilité pénale des personnes morales 95
§2. Les principes relatifs à la responsabilité pénale du juriste 98
A. Les règles relatives à la participation punissable 98
B. L'acte positif ou l'acte négatif du juriste d'entreprise 99
a. *Première hypothèse : un conseil a été donné (l'acte positif)* 99
b. *Seconde hypothèse : un conseil n'a pas été donné (l'acte négatif)* 100
§3. Le cumul des responsabilités pénales entre le juriste et l'entreprise 101

Section 3. *La responsabilité du juriste d'entreprise face à l'abstention d'informer son employeur d'un risque pénal* 102

Section 4. *La confidentialité des avis rendus par le juriste face à la procédure pénale* 103

Section 5. *Observations finales* 107

Les systèmes actuels de *corporate governance* permettent-ils aux nouveaux business modèles de se développer ? 109
Karine CERRADA CRISTIA

Introduction 109

Section 1. *L'état actuel de la* corporate governance 110
§1. De l'entreprise familiale à la société cotée 110
§2. L'émergence de la théorie de l'agence 111
§3. La vision de l'entreprise selon M. Friedman 111
§4. Le développement des codes de gouvernance 112
§5. La prise en compte des parties prenantes dans les codes 112

Section 2. *L'apparition de nouveaux modèles d'entreprise et le besoin de redéfinir l'entreprise et la* corporate governance 113
§1. Les caractéristiques des nouveaux modèles d'entreprise 113
A. L'autogouvernance ou autogestion 114
B. L'alignement avec un but évolutif (Fr. Laloux) 115
§2. En quoi ces nouveaux modèles impactent la gouvernance d'entreprise ? 115

Section 3. *Faut-il de nouveaux codes de* corporate governance *?* 117

Conclusion 120

Acquisition d'actions propres : questions choisies 123
Arnaud COIBION
Thierry L'HOMME
Kélian RASK

Section 1. *Avant-propos* 123

Section 2. *Introduction* 124

Section 3. *Le traitement équitable des actionnaires en cas de sursouscription lors d'une offre d'acquisition d'actions propres* 124
§1. Introduction 124
§2. Principes 126
§3. Les mécanismes d'allocation en cas de sursouscription 129
A. L'allocation au prorata de la participation au capital 129
B. L'allocation au prorata des actions offertes 131
C. Les droits de vente 132
§4. Le traitement des rompus 133

§5. Pistes pour le futur 135
A. L'offre par surenchère 135
B. La clause d'extension ou l'option greenshoe. 137

Section 4. *Les conventions d'actionnaires relatives aux acquisitions d'actions propres* 138

Section 5. *Questions en matière d'abus de marché* 140
§1. Information privilégiée ou non ? 140
§2. Régime du *safe harbour* 140
A. Nature de ce régime 140
B. Annonce du lancement du programme 142
C. Publication et déclaration des acquisitions d'actions propres pendant la durée du programme 142
D. Limites en matière de prix et de volume 142
E. Objectifs du programme 143
F. Lieu d'exécution du programme d'acquisition 144
G. Restrictions de négociation 146
H. Intervention d'une banque 146

Le poids de la tradition dans la réforme du droit des sociétés de 2019 147
Henri CULOT

Section 1. *Les capitaux propres dans la SRL* 148

Section 2. *L'alignement entre la SA et la SRL* 150

Section 3. *Les rapports des professionnels du chiffre et les formalités notariales* 152

Section 4. *Les motifs possibles* 154

Les conflits d'intérêts 157
Yves DE CORDT

Introduction 157

Section 1. *Les champs d'application* 159
§1. Les organes visés 159
§2. Le champ d'application *ratione personae* 160
§3. Le champ d'application *ratione materiae* : l'opposition d'intérêt 160
§4. Le champ d'application *ratione materiae* : les décisions et les opérations visées 162
§5. Exceptions : les opérations intra-groupe et les opérations habituelles 163

Section 2. *La procédure* 163
§1. La transparence 163
§2. L'abstention et le retrait 164
§3. La procédure écrite au sein du conseil d'administration 165
§4. La compétence de l'assemblée générale 165
§5. L'exécution par le conseil d'administration de la décision de l'assemblée générale 166
§6. Le procès-verbal (PV) 166
Section 3. *Les sanctions* 166
§1. La nullité et la suspension des décisions irrégulières 166
§2. La responsabilité des administrateurs 167
Section 4. *Les renforcements et les précisions statutaires* 168
Section 5. *Trois autres types de conflits d'intérêts* 168
§1. Les transactions des sociétés cotées avec leurs parties liées 169
§2. La dérogation au droit de souscription préférentiel en faveur d'un actionnaire important 169
§3. Les conflits d'intérêts au sein des ASBL 170

Nietigheid van besluiten van rechtspersonen: naar een preciezere invulling van de belangvereiste 173
Stijn De Dier
Afdeling 1. *Vraagstelling* 173
§1. Een beknopte geschiedenis 173
§2. De vraag onder het WVV 175
Afdeling 2. *Eerste vraag: waarom (regels over) nietigheid van besluiten?* 175
Afdeling 3. *Tweede vraag: welke gevolgen heeft een nietig besluit voor derden (wederpartijen)?* 178
Afdeling 4. *Terug naar de hoofdvraag* 181
§1. Wie heeft nog belang? 181
§2. Het belang van de vennootschap of vereniging 184
§3. Kwade trouw van de wederpartij als voorwaarde voor nietigheid? 184

Bestuurdersaansprakelijkheid in het licht van de wijzigende wetgeving 189
Sarah De Geyter
Inleiding 189

Afdeling 1. *De feitelijke bestuurder in het vizier* 190

Afdeling 2. *Het collegiale bestuursorgaan en de hoofdelijke aansprakelijkheid* 192

Afdeling 3. *De aansprakelijkheid van de 'gespecialiseerde' bestuurder* 194

Afdeling 4. *De aansprakelijkheid van de 'niet gespecialiseerde' bestuurder* 197

Afdeling 5. *Bestuurdersaansprakelijkheid voor ontoereikende bescherming van het vennootschapsvermogen* 199

Afdeling 6. *Aansprakelijkheidsbeperkingen en de kwijting in het licht van het nieuwe boek 6 BW* 202

Regulating the Use of Digital Tools in the Corporate Bodies of Cooperatives: A Comparative Study of Belgian and Spanish Law 207

Paula DE ÍSCAR DE ROJAS

Section 1. *Introduction* 207

Section 2. *Regulatory Framework of the Cooperative Society in the Spanish and Belgian Legal Systems* 208

§1. Recognition of the Cooperative as a Commercial Entity under Spanish Law 208

§2. The Cooperative Society under Belgian Law 210

Section 3. *Legislative Treatment of the Use of Digital Tools in Cooperative Management* 212

§1. Digitalisation of Corporate Bodies under Current Spanish Cooperative Laws 212

§2. Digitalisation of Corporate Bodies under the Belgian Companies and Associations Code 214

Section 4. *Conclusions* 216

Être ou ne pas être une entreprise, telle est la question… des administrateurs de société 219

Gabriela DE PIERPONT

Section 1. *Introduction* 219

Section 2. *Les critères de la définition* 221

Section 3. *Évolution de la jurisprudence* 224

§1. Les arrêts de la Cour de cassation 224

§2. Application par les juridictions de fond 225

§3. Les questions préjudicielles à la Cour constitutionnelle 227
§4. La position de la Cour de justice de l'Union européenne 228

Durabilité et compétitivité 233
Michel De Wolf

Section 1. *Une directive finalement… pas totalement durable* 234

Section 2. *Une régression ?* 237

Section 3. *La critique est aisée* 239

Speelt het vennootschapsrecht enige rol in het succes van ondernemingen? 241
Hans De Wulf

Afdeling 1. *De illusies van de 'legal origins'-doctrine* 242

Afdeling 2. *Venture capital: belemmert Europees vennootschapsrecht de financiering van 'scale-ups'?* 246

Afdeling 3. *Het '28e regime': potentieel nuttig, maar niet om Europese ondernemingen te laten groeien* 252

Conclusie: vennootschapswetgeving kan een juridische cultuur niet veranderen, en al helemaal geen financieringskanalen stimuleren 259

Artikel 2:58 WVV verhindert niet dat de buitencontractuele aansprakelijkheid van bestuurders in het "hoofdcontract" wordt beperkt 261
Jeroen Delvoie
Cyro Vangoidsenhoven

Handelsvennootschappen naar koloniaal recht en de Wet van 17 oktober 1945 tot de invoering van een belasting op het kapitaal 273
Dirk Deschrijver

Afdeling 1. *De Wet van 17 oktober 1945* 274

Afdeling 2. *Het vonnis van het vredegerecht van het tweede kanton te Brussel* 276

Afdeling 3. *De voorziening in cassatie vanwege de belastingadministratie* 280

Afdeling 4. *De conclusie van het Openbaar Ministerie* 281

Afdeling 5. *Het arrest van het Hof van Cassatie* 284

Conclusie 286

Dimensions institutionnelles du droit des sociétés – Modernité d'une querelle ancienne 289
Xavier DIEUX

La « Route de la bière » à l'épreuve du droit belge des sociétés 309
Laura DIVE
Raphaël PRIOUX

Introduction 309

Section 1. *Présentation des pratiques de la « Route de la bière »* 311

Section 2. *Analyse du concept d'« apport pour autrui »* 312

Section 3. *L'arrêt de la Cour de cassation du 7 février 1975 : portée* 314

Section 4. *Autres objections liées à la nature de la société simple* 317

Section 5. *Appréciation de schémas alternatifs au schéma 1* 320

Conclusion 324

La participation des travailleurs à la régulation sociale des chaînes de production 325
Filip DORSSEMONT

Introduction 325

Section 1. *Les mots et les choses* 327

Section 2. *La participation des partenaires sociaux dans le processus législatif* 329

Section 3. *La participation/implication des partenaires sociaux dans la régulation sociale des chaines de production* 329

§1. Contexte 330

§2. Les acteurs 332

§3. Les modalités d'implication 333

Conclusion 335

Analyse de l'article 7:151/1 du Code des sociétés et des associations (CSA) au regard de la répartition des pouvoirs entre l'organe d'administration et l'assemblée générale des actionnaires 337
Matthieu DUPLAT
Domenico Savio RUSSELLO

Section 1. *Présentation générale de l'article 7:151/1 du CSA* 338

Section 2. *Quelques questions spéciales* 342

§1. Signification de la notion de « transfert d'actifs significatifs » 342
§2. Application de la procédure prévue à l'article 7:151/1 du CSA à la constitution ou à la réalisation d'une sûreté 343
§3. Seuil du calcul 343
§4. Moment de calcul du seuil 345
§5. Point sur les actifs d'une filiale non cotée 345
Section 3. *Sanctions* 346
Section 4. *Conclusion : Une disposition utile mais mal calibrée* 348

L'inflation normative dans le secteur financier : vers un déni de démocratie à régler d'urgence 349
Benoît FERON

Introduction 349
Section 1. *Le constat : une inflation législative et réglementaire incontrôlée* 351
§1. Le rapport Lamfalussy : une ambition légitime devenue source de complexité 351
§2. Le phénomène de sur-réglementation induit par les crises 352
§3. L'accumulation problématique aux niveaux 2 et 3 354
§4. Conséquences pratiques : complexité, inaccessibilité, coûts et risques 355
§5. Le rôle amplificateur des autorités de contrôle 357
Section 2. *Des pistes de solution ?* 357
§1. Stabiliser et simplifier 358
§2. Limiter les propositions et les clauses de révision 358
§3. Encadrer les délégations et mandats 358
§4. Réformer les processus de consultation 358
§5. Renforcer le contrôle politique et judiciaire 359
§6. Intégrer l'objectif de compétitivité 359
§7. Changer de paradigme et sortir de la logique réactive 359
§8. Privilégier la qualité à la quantité 360
§9. Restaurer l'équilibre institutionnel 360
Conclusion 360

Vennootschappen en duurzaamheid: voorstel van een juridische routekaart 371
Alain François
Kamille Kiebert

Afdeling 1. *"Duurzame vennootschappen": een onvermijdelijk pleonasme?* 371

Afdeling 2. Setting the scene*: de nautische metafoor* 373

Afdeling 3. *Voorstel van een juridische routekaart* de lege lata 375
§1. Vennootschappen zijn als schepen 375
§2. De bestemming: (minstens) een winstuitkeringsdoel 376
§3. Het kompas: het vennootschapsbelang 377
§4. De kaaimuren: harde grenzen van de vaargeul 381
§5. Boeien van andere regels en standaarden die de koers beïnvloeden 384

Afdeling 4. *Bij wijze van conclusie* 390

Le régime du serment bancaire et son impact sur la responsabilité des prestataires de services bancaires 393
Marc Fyon
Sophie Brenard

Section 1. *Le régime du serment bancaire en Belgique et son champ d'application* 396

Section 2. *Le régime disciplinaire prévu par la Loi* 402

Section 3. *L'impact du serment bancaire et des règles de conduite individuelle sur la mise en cause de la responsabilité des prestataires de services bancaires* 406

Section 4. *En guise de conclusions* 409

Tax expenditures zijn de struikrovers van onze federale ontvangsten 411
Koen Geens

Inleiding 411

Afdeling 1. *Fiscale politiek en techniek* 413

Afdeling 2. *De fiscale uitgave is indirect, aleatoir, intransparant, 'duurzaam' en inconsistent* 414

Afdeling 3. *Definitie, globale raming en intra-Europese vergelijking* 417

Besluit 420

De Federal Reserve als belichaming van de bestuursstaat 423
Pieterjan HEYNEN

Inleiding 423

Afdeling 1. *De bestuursstaat in de Verenigde Staten* 424

Afdeling 2. *De bestuursstaat onder vuur van het Hooggerechtshof* 427

Afdeling 3. *De bestuursstaat onder vuur van de Trump-administratie* 429

Afdeling 4. *De centrale bank als belichaming van de bestuursstaat* 431
§1. De onafhankelijkheid van de Federal Reserve 431
§2. Onafhankelijkheid onder druk 433

Besluit 437

La puissance économique et la faiblesse du droit économique international 439
Guy HORSMANS

Section 1. *La puissance économique* 441

Section 2. *La faiblesse du donné juridique planétaire* 445

Philippe Lambrecht : commis-voyageur de l'entrepreneuriat 451
Amélie JACQUEMIN

Enjeux liés à la mise en œuvre de programmes interdisciplinaires en entrepreneneuriat 459
Frank JANSSEN
Sophie BACQ
Alex FERRITTO

Section 1. *Objectifs d'apprentissage et méthodes pédagogiques en entrepreneuriat* 459

Section 2. *Le programme INEO* 462

Section 3. *Enjeux culturels et enjeux liés aux résultats d'un programme interdisciplinaire en entrepreneuriat* 464
§1. Enjeux culturels 464
§2. Enjeux liés aux résultats 466

Conclusion 469

Digital Currencies: Developments on Transparency and VAT 473
Evgenia KOKOLIA

Section 1. *Introduction* 473

Section 2. *Developments in Taxation* 477

§1. The VAT Treatment of Digital Currencies 477
§2. Transparency on Transactions with Digital Currencies 483
Section 3. *Conclusions* 485

23 ans plus tard à la FSMA : regards sur l'évolution du cadre de supervision de l'information des sociétés cotées 487
Thierry LHOEST
Sonja D'HOLLANDER
Clarisse LEWALLE

Philippe, notre collègue à la Commission bancaire et financière... 487
Section 1. *Pourquoi une contribution axée sur les sociétés cotées ?* 488
Section 2. *Un contrôle fondé depuis toujours sur l'information...* 489
Section 3. *En 23 ans, les changements ont été très nombreux...* 491
§1. L'autorité de contrôle n'est plus la même 491
§2. La convergence au niveau européen est de plus en plus forte 492
§3. La gouvernance est devenue une préoccupation de plus en plus importante de l'autorité de contrôle 494
§4. Les critères ESG ont fait leur apparition... 495
§5. La cotation en bourse attire moins les entreprises... 497
Section 4. *Face à tous ces changements, les règlementations évoluent par vagues...* 498
§1. La vague 1 (2003-2007) : la phase régulatoire 498
§2. La vague 2 (2015 – 2024) : le premier mouvement de simplification 501
§3. La vague 3 (2014-2024) : la montée en force de la finance durable 503
§4. La vague 4 (2025- ?) : le début d'une ère de simplification importante, initiée avec la réglementation de la finance durable 506
Quelques conclusions de notre rétrospective... 507

Obligation pour une juridiction de se conformer à la décision d'une juridiction supérieure : Quid en droit européen ? 509
Jacques MALHERBE
Section 1. *Arrêt* Elchinov 515
Section 2. *Arrêt* IS 517
Section 3. *Arrêt* Asociaţia « Forumul Judecătorilor din România » 518

Section 4. *Arrêt de la Cour constitutionnelle belge* 519
Section 5. *Arrêt* Van Hauwermeiren 520
Section 6. *Arrêt* Randstad Italia 521
Section 7. *Arrêt* Kubera 522
Section 8. *Remise en cause de la chose décidée* 523
Conclusion 523

À propos de deux arrêts récents en matière d'abus fiscal 525
Philippe MALHERBE

La société coopérative : une définition à clarifier ? 537
Olivier MARESCHAL

Section 1. *Introduction* 537
Section 2. *Définition de la SC et distinction entre les « fausses » et les « vraies » coopératives* 539
Section 3. *Identification des différences principales entre la SRL et la SC* 544
§1. Nombre minimum de fondateurs et d'actionnaires 544
§2. Catégorie et forme des titres 545
§3. Cotation et certification 545
§4. Émission d'actions 546
§5. Droits attachés aux actions 547
§6. Cession d'actions 547
§7. Offre de reprise 548
§8. Démission à charge du patrimoine social 548
§9. Exclusion à charge du patrimoine social 549
§10. Acquisition d'actions propres 549
§11. Conclusion intermédiaire à l'issue de cette comparaison 550
Section 4. *Considérations finales et prospectives* 550

Un enseignant extraordinaire 555
Philippe PARMENTIER

De schuldvordering die voortvloeit uit de activiteit van de vennootschap: een nieuw en autonoom toerekeningscriterium in de maatschap? 557
Floris PARREIN

Inleiding 557
Afdeling 1. *Toerekening vóór de invoering van het WVV* 558

Afdeling 2. *Artikel 4:14 WVV* 560

Besluit 570

Les clauses de préemption dans la cession d'actions au regard du nouveau Code civil et analyse de clauses 573
Denis PHILIPPE

Section 1. *Le pacte de préférence / le droit de préemption : définition et clauses* 574
§1. Définition 574
§2. Analyse de clauses 575

Section 2. *Les sanctions* 576

Section 3. *Effets dans le temps* 581

Section 4. *Droit de préemption et figures voisines* 581
§1. Variantes 581
A. Principe 582
B. Modalités d'exercice du Droit de Première offre 582
§2. La promesse unilatérale 583
§3. L'offre 583
§4. Une clause proche : la clause d'agrément 584

Section 5. *Quid de la détermination du prix de vente en cas de contestation ?* 585

Section 6. *Sanction de la violation du pacte de préférence ou du droit de préemption* 586
§1. Le nouveau Code civil 586
§2. Violation du pacte de préférence 587
§3. Le Code des sociétés et associations 588

Conclusions 589

Standpunt: geen buitengerechtelijke nietigverklaring van een besluit van een orgaan van een rechtspersoon 591
Florian POLLEFEYT
Bernard TILLEMAN

Afdeling 1. *Algemeen* 591

Afdeling 2. *Eenzijdige buitengerechtelijke nietigverklaring door kennisgeving* 592

Afdeling 3. *Buitengerechtelijke minnelijke nietigverklaring* 599

Droit, gouvernance et nature : vers une représentation juridique des écosystèmes ? 605
Anne Sophie PIJCKE
Olivier LEFEBVRE
Introduction 605
Section 1. *De la nature-objet à la nature-sujet : un changement de paradigme juridique* 607
§1. L'Amérique latine comme laboratoire juridique 607
§2. Les évolutions en Europe et aux États-Unis 610
§3. Une tendance vers la reconnaissance des droits de la nature 613
Section 2. *La nature en droit belge : un objet protégé, non un sujet de droit* 613
§1. Absence de personnalité juridique des écosystèmes 614
§2. Des avancées indirectes, mais encore limitées 614
§3. Des initiatives locales non contraignantes mais une évolution 615
A. Les parcs naturels et la gouvernance écosystémique 615
B. D'autres initiatives communales 616
Section 3. *Gouvernance d'entreprise : « Nature on Board »* 617
§1. Divers modèles émergent 617
§2. En Belgique : un cadre anthropocentré 619
§3. Une gouvernance inspirée de la permaculture ? 621
Conclusion 622

Les principes généraux de bonne administration en droit administratif et les principes de bonne administration et de bonne organisation en droit civil 625
David RENDERS
Basile PITTIE
Section 1. *Les principes généraux de bonne administration en droit administratif* 628
§1. Un ensemble de prescriptions qui s'imposent à l'administration sous peine d'illégalité 628
§2. Un éventail de standards visant à favoriser la qualité de l'action administrative 633
Section 2. *Les principes de bonne administration et de bonne organisation en droit civil* 639
§1. Les termes de l'article 6.6 du nouveau Code civil 639
§2. La portée de l'article 6.6 du nouveau Code civil 640

Section 3. *Comment articuler les principes de bonne administration et de bonne organisation en droit civil avec les principes généraux de bonne administration en droit administratif* 643
§1. L'illégalité de l'administration est la violation d'une règle légale imposant ou interdisant un comportement déterminé 644
§2. L'interprétation d'une règle légale ne saurait se confondre avec l'appréciation laissée à l'administration 646

Philippe Lambrecht au Conseil supérieur de la Justice (2020-2024) 651
André Risopoulos

De UBO-identificatie bij ivzw's (en vzw's): tijd voor een poetsbeurt door de wetgever 657
Marijke Roelants

Afdeling 1. *Ontstaansgeschiedenis internationale vereniging en regelgevend kader* 658
Afdeling 2. *De ivzw als 'informatieplichtige'* 659
Afdeling 3. *De 'uiteindelijke begunstigden' van de ivzw* 660
§1. Begripsomschrijving 660
§2. De categorieën van UBO's 661
A. Bespreking van de eerste categorie 662
B. Bespreking van de tweede categorie 663
C. Bespreking van de derde categorie 664
D. Bespreking van de vijfde categorie 665
E. Bespreking van de zesde categorie 666
Afdeling 4. *Het bestuursorgaan bestaat uit rechtspersonen* 667
Afdeling 5. *Aanbevelingen voor de toekomst* 668

Interaction Between CSDR and MIFID II – The Case of Euroclear Bank 671
Gaetane Schaeken-Willemaers

Section 1. *Context* 671
Section 2. *Interaction – Theoretical assessment* 672
Section 3. *Application to Euroclear Bank – Preliminary remarks* 673
Section 4. *Illustration – RTO* 674
§1. Non-Applicability of Product Governance Rules 675
§2. Organisational Requirements 676
§3. Conduct of Business Rules 677

Section 5. *Illustration – Execution of Orders on Behalf of Third Parties in the Nominee Model* 678

Section 6. *Conclusion* 679

L'impact des directives CSRD et CSDDD sur la responsabilité des administrateurs 681
Valérie SIMONART

Introduction 681

Section 1. *Responsabilité des administrateurs qui découle des obligations de reporting imposées par la CSRD* 683

Section 2. *Responsabilité des administrateurs qui découle des obligations de vigilance imposées par la CSDDD* 687

Section 3. *Responsabilité des administrateurs liée au plan climatique* 691

Section 4. *Conséquences quant à la création de conditions de concurrence équitables au sein de l'Union européenne* 692

§1. Responsabilité « interne » (envers la société ou ses associés) ou « externe » (envers les tiers) 693

§2. Responsabilité découlant de la CSRD ou de la CSDDD 695

Conclusion 698

« Dis-moi, Philippe, c'est quoi le capitalisme ? » Dialogue imaginaire avec Socrate 701
Alain STROWEL

Premier acte – Le capitalisme à ses origines 702

Scène I. L'évidence incontestée du capitalisme 702

Scène II. La morale ascétique du travail 703

Scène III. L'accumulation et la croissance sans façon 704

Deuxième acte – Les conditions et transformations du capitalisme 705

Scène I. Le droit et son codage du capital 705

Scène II. Mondialisation : la loi de la mobilité face à la sédentarité 706

Scène III. Le nouveau pouvoir de l'autre code 707

Troisième acte – En route pour le futur 709

Scène I. Les limites de la planète 709

Scène II. Le récit des vainqueurs 710

Scène III. La question (inconfortable) des fins 711

Een officieel e-mailadres en een officiële website voor de rechtspersoon: onontbeerlijk in tijden van phishing en (identiteits)fraude? 713
Alexander SNYERS
Robby HOUBEN

Afdeling 1. *Hulde* 713

Afdeling 2. *Inleiding* 714

Afdeling 3. *Artikel 2:31 WVV inzake het officiële e-mailadres en de officiële website van de rechtspersoon* 715

§1. Een officieel e-mailadres en een officiële website zijn in de regel optioneel 716

§2. Een officieel e-mailadres en een officiële website als wapen tegen phishing en als schild tegen digitale (identiteits)fraude 721

Afdeling 4. *Conclusie* 723

Enkele kritische bedenkingen bij het veroordelingsrecht op rechterlijke uitspraken 725
Robbie TAS
Ellen GIJSEN

Inleiding 725

Afdeling 1. *Toepassing van het registratierecht op vonnissen in de geschillenregeling* 726

Afdeling 2. *Het (afgeschafte?) voorrecht van de fiscus* 731

Afdeling 3. *Nieuwe wetsvoorstellen tot aanpassing van het veroordelingsrecht* 735

Besluit 737

Bénéfices et dividendes : cadre juridique et questions choisies 739
Nikita TISSOT

Section 1. *Préambule* 739

Section 2. *Introduction* 739

Section 3. *La répartition des bénéfices* 740

§1. La notion de bénéfice 740

A. Définition 740

B. Le bénéfice distribuable 741

1. *Dans la SA. L'article 7:212 du CSA fixe les conditions dans lesquelles une distribution peut être légalement opérée.* 741
2. *Dans la SRL*. Dans les SRL, toute distribution aux actionnaires est strictement encadrée par un double mécanisme de contrôle prévu par le Code des sociétés et des associations : le test de solvabilité (ou test de l'actif net) et le test de liquidité. 742

§2. La libre répartition des bénéfices entre actionnaires et les limitations 744
A. Principe 744
B. Limitations 745

Section 4. *Distribution de dividendes : analyse de certaines problématiques* 745
§1. Le droit au dividende 746
§2. Le dividende optionnel 747
§3. Incidence de la libération des apports 748

Conclusion 749

Le droit fiscal au service de la transition écologique : un outil validé par la science, fragilisé par le populisme 751
Edoardo TRAVERSA

Introduction 751

Section 1. *La notion d'impôt environnemental* 752

Section 2. *L'impact économique des impôts environnementaux* 756

Section 3. *La fiscalité environnementale entre instrumentalisation politique et erreur de conceptions* 759

Section 4. *Rendre la fiscale environnementale plus compréhensible et plus acceptable* 763

Conclusion 765

De Governance Code als middel om het doel van de vennootschap te verwezenlijken 767
Dirk VAN GERVEN

Afdeling 1. *Aanloop* 767

Afdeling 2. *Een overzicht* 768

Afdeling 3. *Een of meer doelen* 770

Afdeling 4. *Nogmaals het vennootschapsbelang* 771

Afdeling 5. *Het belang van de code van deugdelijk bestuur* 773
Afdeling 6. *De noodzaak van een deugdelijk bestuur* 774
Afdeling 7. *De krachtlijnen van de Corporate Governance Code 2020* 775
Afdeling 8. *Het belang van divers denken* 776
Afdeling 9. *En artificiële intelligentie?* 778

Meer flexibiliteit voor meervoudig stemrecht in genoteerde vennootschappen, maar strenger voor loyauteitsstemrecht 779
Tom VOS

Afdeling 1. *Meervoudig stemrecht voor genoteerde vennootschappen naar huidig recht* 780
Afdeling 2. *Meer flexibiliteit voor aandelen met meervoudig stemrecht* 782
§1. Argumenten voor de uitbreiding naar gereglementeerde markten 783
§2. Argumenten voor de uitbreiding naar 'midstream' invoering 786
Afdeling 3. *Strenger voor loyauteitsstemrecht* 788
Afdeling 4. *Conclusie* 791

Le devoir de vigilance pour les entreprises financières : la notion de contrôle comme démarqueur-clé des obligations ? 793
Sébastien WOLFF

Introduction 793
Section 1. *Les obligations en matière de devoir de vigilance avant l'entrée en application de la directive européenne* 795
Section 2. *Les entreprises financières et la directive sur le devoir de vigilance* 797
Section 3. *Les accommodements particuliers réservés aux entreprises financières en matière de devoir de vigilance* 800
§1. Mise en perspective 800
§2. Les entreprises financières : des sociétés ordinaires 800
§3. Les entreprises financières dans la chaîne d'activités des sociétés non-financières 801
§4. Les gestionnaires d'actifs et leurs clients 803
Section 4. *Sociétés financières et plans de transition* 807
Conclusion 811

Diversiteit in het vennootschapsrecht: meent u dat nu? 813
Marieke WYCKAERT

Het duurzaamheidsregime voor ondernemingen – La durabilité des entreprises 839
Eddy WYMEERSCH